SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 23 JUIN 1869.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi qui apporte des modifications à la législation sur les droits d'enregistrement.

(Voir le N° 140, session 1867-1868, et le N° 165, session 1868-1869 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Baron BETHUNE, Président ; LAUREUX, BISCHOFFSHEIM, FORTAMPS, VERGAUVEN, le Baron VAN CALOEN et MALOU, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Gouvernement propose de modifier quelques dispositions des lois relatives à l'enregistrement des actes de donations et d'échanges.

Ces modifications touchent à la fois à la base légale de la perception et à la quotité des droits.

Les lois organiques et notamment la loi du 22 frimaire an VII, réputée à juste titre un chef-d'œuvre de législation fiscale dans ses rapports avec le droit civil, admettent deux bases distinctes pour l'assiette des droits, la valeur vénale des biens ou le revenu. L'une ou l'autre était prescrite d'après la nature des faits donnant lieu à l'impôt. La valeur vénale suppose une appréciation comparative; l'expertise en cas de doute ou de contestation en est la conséquence. Le revenu ne suppose que la constatation d'un fait.

Les lois de 1817 et de 1851 ont substitué la valeur vénale à l'autre base, pour toutes les mutations par décès.

Quant aux échanges, quelle que soit la nature de la propriété, le droit se règle encore aujourd'hui d'après le revenu pour la valeur échangée ; la soulte ou retour est soumise au même droit que la vente.

Le Projet de Loi établit en matière d'échange le droit sur la valeur vénale; mais en même temps il abaisse notablement la quotité de la taxe. Entre autres résultats que l'on espère obtenir par ce changement, se trouve l'avantage de faciliter les échanges, surtout dans les localités où les habitudes des populations tendent à amener par les partages un morcellement excessif de la propriété, morcellement contraire aux intérêts de l'agriculture.

Ce n'est donc pas une pensée exclusivement fiscale qui a dicté cette partie du Projet; toutefois, il faut reconnaître que l'innovation aura pour effet

d'aggraver les conditions de l'échange de certaines propriétés dont le revenu n'est pas proportionné à la valeur capitale, telles, par exemple, que les terrains à bâtir.

Aux termes de la loi nouvelle, la valeur vénale sera aussi la base du droit pour les donations entre vifs : en ligne directe, on pourra se référer au multiplicateur officiel. La quotité des droits est réduite à 30 centimes par 100 fr. sur les biens meubles transmis par contrat de mariage aux futurs ; à 60 c. sur les mêmes biens transmis autrement ; à fr. 1-30 c. sur les immeubles. Ces dernières sont, en ligne directe, affranchies du droit de transcription. Enfin les donations entre vifs, entre l'adoptant et l'adopté et ses descendants, sont soumises aux mêmes droits que les donations entre collatéraux.

Il est probable que la réduction des droits sur les donations par contrat de mariage déterminera les parties à énoncer toujours dans les actes les faits réels, au lieu de qualifier comme apports ou autrement les dots ou donations faites par les parents. Le trésor public et les familles auront avantage à la suppression de ces fictions.

Sans doute, dans la pensée du Gouvernement, les droits réglés par la présente loi seront, comme tous les autres de même nature, augmentés des 30 centimes additionnels. L'exposé des motifs est peu explicite à cet égard ; il a paru inutile peut-être de s'en expliquer, puisque le texte de la loi ne fait pas d'exception à la règle générale.

La Commission des Finances vous propose, à l'unanimité, l'adoption du Projet de Loi.

Le Président,
Baron BETHUNE.

Le Rapporteur,
MALOU.